

La reine d'Oussouye : une voix forte contre les violences faites aux femmes et aux filles

« Il faut briser le silence pour mieux lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique » la reine du royaume d'Oussouye.

Parmi les intervenants au Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique figurent des leaders communautaires tels que la reine Ahan Kalidji Béatrice, une figure emblématique de la défense des droits des femmes et des filles.



Ahan Kalidji Béatrice

Très engagée aux côtés de d'ONU Femmes pour la lutte contre les mariages précoces et les mutilations génitales féminines, elle a co-animé un panel à la deuxième journée du forum. Il s'est agi du partage de son expérience dans la lutte contre des violences faites aux femmes et aux filles.

Intronisée à l'âge de 14 ans en août 2000, Ahan Kalidji Béatrice, qui venait tout juste de réussir son examen d'entrée en 6e, codirige aujourd'hui les 17 villages de son royaume aux côtés de son époux, le roi Sibilumbaï Diédhiou. Bien que ses rêves de poursuivre ses études aient été contrariés par les

traditions royales, elle s'est imposée comme une ardente militante des droits des femmes.

Son engagement l'a menée à remettre en question certaines pratiques du royaume. Traditionnellement, chaque village envoyait une jeune fille et un jeune garçon à la cour royale, mais la reine a insisté pour que ces enfants restent dans leurs familles et poursuivent leur scolarité.

Une reine engagée contre les violences faites aux femmes et aux filles

Aujourd'hui ambassadrice d'ONU Femmes, Ahan Kalidji Béatrice milite contre les mariages précoces et les mutilations génitales féminines, qu'elle considère comme des traditions néfastes pour les jeunes filles.

Parlant de la violence physique, il est inacceptable qu'un homme frappe sa femme dans le royaume *d'Oussouye*: «Dans le royaume d'Oussouye, il est formellement interdit à un homme de lever la main sur son épouse. *Si vous frappez votre femme, c'est comme si vous frappiez votre mère* », rappelle-t-elle fermement. Cependant, la forme verbale des violences faites aux femmes et aux filles serait plus grave. Son rôle de médiatrice entre les hommes et les femmes de son royaume lui a permis de comprendre les profondes cicatrices laissées par ces formes de violence.



C'est pourquoi, chaque année, lors de la fête annuelle du royaume, une journée est consacrée à la dénonciation des violences, notamment les vols, les viols et autres abus. La reine invite sa communauté à briser le silence et à s'exprimer sur ces problématiques.

Ayant elle-même été victime d'un mariage précoce, la reine d'Oussouye fait de cette lutte son cheval de bataille. À travers des campagnes de sensibilisation et d'éducation soutenues par ONU Femmes, elle œuvre pour l'éradication de ces pratiques.

Son intervention au Forum des Médias a résonné comme un appel à l'action. « Le silence alimente la perpétuation des violences », a-t-elle déclaré, invitant les participants à unir leurs efforts pour construire une Afrique où les femmes et les filles peuvent vivre sans crainte ni oppression.

Le Forum, qui s'achève ce vendredi 6 décembre 2024, a permis

de savoir que des voix comme celle d'Ahan Kalidji Béatrice sont essentielles pour faire progresser la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles sur le continent.

Megan Valère SOSSOU

Forum des Médias à Dakar : Le cri d'alarme de Dr Dieynaba Ndao contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique

Le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique, actuellement en cours à Dakar, Sénégal, offre une plateforme de partage de connaissances et d'expériences pour plusieurs acteurs et experts engagés dans cette lutte.



Dr Dieynaba Ndao, Chargée de projets Genre et Santé Sexuelle

et Reproductive au Bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre d'ONU Femmes, a dressé un tableau préoccupant de la situation des femmes et des filles dans ces régions. Les données présentées lors de son intervention mettent en lumière une réalité alarmante.

« Quarante femmes sur cent en Afrique de l'Ouest ont subi une forme de violence, contre soixante-neuf sur cent en Afrique centrale », a-t-elle révélé. Une part de cette violence se manifeste désormais sur les réseaux sociaux, où quarante-cinq utilisatrices de Facebook et Twitter sur cent ont rapporté avoir été victimes de violences basées sur le genre.

Les filles ne sont pas épargnées a-t-elle déclaré, « trente-neuf d'entre elles sur cent sont mariées avant l'âge de dix-huit ans ». Par ailleurs, la prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) atteint des niveaux alarmants, touchant vingt-huit femmes sur cent, avec des pics allant jusqu'à quatre-vingt-quinze sur cent dans certains pays.

Selon Dr Ndao, les violences à l'égard des femmes et des filles revêtent de multiples formes, notamment la violence exercée par un partenaire intime (physique, sexuelle ou émotionnelle), la violence économique, les mariages forcés et précoces, les mutilations génitales féminines, la traite des êtres humains, les crimes d'honneur, ainsi que les violences facilitées par les technologies numériques.

Ces violences, qui affectent des millions de femmes et de filles chaque année, trouvent leurs racines dans des structures patriarcales, des normes sociales discriminatoires et un accès limité à la justice.

Organisé par le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, ce forum s'achèvera ce vendredi 6 décembre 2024. Il se positionne comme un appel à une mobilisation renforcée pour

un avenir où les femmes et les filles pourront vivre libres de toute forme de violence.

Élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : un engagement collectif des médias en Afrique

Du 4 au 6 décembre 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, organise le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : Respect des droits humains et autonomisation ».



Cette rencontre de haut niveau réunit une diversité d'acteurs à savoir des acteurs des médias africains, acteurs de la

société civile et des experts engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Une mobilisation médiatique pour les droits des femmes

Selon le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, « *ce forum constitue un point de départ d'un engagement collectif des médias en Afrique* » avec à la clé « *le renforcement des productions médiatiques de sensibilisation et de plaidoyer en vue de toucher toutes les cibles notamment les plus reculées pour un monde sans violences envers les femmes.* »

A la question, « Que peuvent réellement apportés les médias à cette lutte » contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, a répondu que « les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion et les décideurs pour orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur de la femme. »

« Les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion publique ainsi que les décideurs, afin d'orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur des femmes », a-t-il souligné.



Dans une région encore confrontée à des crises politico-

militaires, Bamba Youssouf a insisté sur le rôle crucial des médias : « Ils deviennent un outil puissant pour assurer la continuité des services de prévention et promouvoir la prise en charge des violences dans divers domaines de la vie sociale. »

Un forum sous le signe des 16 jours d'activisme

Organisé en plein cœur des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, ce forum s'inscrit dans une dynamique internationale. Bamba Youssouf a tenu à remercier ONU Femmes et les Fonds français MUSKOKA pour leur soutien essentiel dans l'organisation de cette rencontre, avant de saluer la présence du représentant du ministre de la Famille, une preuve, selon lui, de l'engagement du gouvernement sénégalais pour la cause féminine.

Arlette Mvondo, Représentante Résidente d'ONU Femmes au Sénégal, a lancé un appel vibrant en faveur d'un engagement médiatique accru pour protéger les droits des femmes et des filles. Représentant le Directeur régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, elle a insisté sur le rôle des journalistes et des communicants : « chaque reportage, chaque article, chaque image peut contribuer à bâtir un monde où les femmes et les filles ne sont plus réduites au silence par la peur et la violence, mais où leurs droits et leurs dignités sont protégés et respectés. »



Présent à cette rencontre, Oumar Samb, conseiller technique et représentant de la ministre de la Famille et des Solidarités, Mme Maïmouna Dieye, a souligné la nécessité de renforcer la mobilisation collective. « Les violences basées sur le genre, qu'elles soient physiques, psychologiques ou économiques, représentent une violation grave des droits humains.»

C'est pourquoi, en lançant officiellement, il invite les médias à être des alliés actifs de ce combat, car l'accès à l'éducation, à un emploi décent, à la santé, à la justice, au financement, entre autres, demeure des droits universels pour tout être humain.

Pour rappel, ce rendez-vous s'inscrit dans la continuité des précédents forums organisés par le REMAPSEN. En 2022, à Dakar, l'accent avait été mis sur l'impact de la COVID-19 sur les programmes de prévention et de prise en charge du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2023, à Lomé, la santé infantile et la nutrition étaient au cœur des discussions.

Avec cette nouvelle édition, le REMAPSEN ambitionne de renforcer la mobilisation médiatique contre les violences basées sur le genre, pour un continent africain où les droits des femmes sont pleinement respectés et leur autonomie assurée.

Megan Valère SOSSOU

Afrique de l'ouest et du centre: L'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA et ONU Femmes en lutte contre la mortalité maternelle et infantile

Des agences des Nations unies ont lancé mardi 19 novembre à Dakar un programme de consultation régionale dénommé "Chaque femme, chaque nouveau-né partout", par lequel les acteurs concernés ont l'ambition d'apporter des réponses indiquées au défi de la croissance du taux de mortalité maternelle et infantile en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA et ONU Femmes comptent travailler ensemble à travers ce programme pour "accélérer les progrès dans la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile", a expliqué le directeur de cabinet du ministère de la Santé et de l'Action sociale, docteur Samba Cor Sarr à l'ouverture du forum de lancement.

Il a relevé que "la santé de la mère et de l'enfant constitue l'une des principales préoccupations de la santé publique dans le monde".

En 2020, "près de 800 femmes sont mortes par jour, de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement", a souligné docteur Sarr devant des participants venus de 25 pays du continent. Il a ajouté que pendant la même période, "près de 95 % de morts maternelles sont survenues dans les pays à revenus faibles".



Dr Samba Cor Sarr, Directeur de Cabinet représentant M. Le Ministre de la Santé et de l'action sociale du Sénégal.

“L’Afrique subsaharienne a enregistré 57% de l’ensemble des décès chez les enfants de moins de 5 ans, son taux de mortalité néonatale était également le plus élevé au monde en 2022”, a rappelé le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de l’Action sociale.

De concert avec les ministères en charge de la Santé des pays concernés, les agences onusiennes en question comptent mettre au centre de leurs objectifs, le programme “Chaque femme, chaque nouveau-né”, partout en Afrique de l’Ouest et du Centre.

L’objectif poursuivi à travers cette consultation régionale est de “concevoir des actions coordonnées et mesurables pour accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD) avant de diffuser les meilleures pratiques et approches techniques en matière de santé maternelle et infantile”, selon Samba Cor Sarr.



M. Gilles Fagninou, Directeur Régional de L'UNICEF pour l'Afrique de l'ouest et du Centre.

Le directeur régional de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest et du Centre, Gilles Fagninou, a justifié la pertinence de cette consultation par la nécessité d'aller "plus vite dans la réduction de la mortalité maternelle et infantile".

Il a rappelé qu'une femme meurt toutes les quatre minutes en donnant la vie, là où toutes les 17 secondes un nouveau-né perd la vie.

"Il suffirait de rassembler les forces humaines des 25 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour atteindre l'objectif d'ici 2030", a-t-il indiqué.

C'est pourquoi, il a relevé que "la mobilisation, l'engagement des autorités étatiques seront au cœur des solutions".

Cette consultation régionale prend fin vendredi.

SOURCE: Agence de Presse du Sénégal (APS)

Autonomisation de la femme : Des avancées notables grâce à ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Le mercredi 17 juillet 2024, le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a tenu un webinaire sur le thème : « Autonomisation de la femme : enjeux, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Cette session virtuelle a permis de réunir une cinquantaine de journalistes, formés par Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre à ONU Femmes.



Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de

l'Ouest et du Centre à ONU Femmes

Mme Mvondo a souligné l'importance de l'autonomisation de la femme, un objectif clé des ODD à l'horizon 2030. Elle a détaillé comment ce vaste sujet englobe divers aspects incluant l'accès à la santé, à l'éducation, aux services sociaux de base, à l'emploi, et même des postes gouvernementaux spécifiques aux questions féminines. « *Quand on parle de l'autonomisation de la femme, on parle de développement* », a-t-elle affirmé, illustrant l'impact profond de l'éducation sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que sur le développement national.

Stratégies et avancées

Mme Mvondo a également abordé les avancées réalisées malgré les pesanteurs sociales persistantes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Grâce à l'apport des différents acteurs sociaux, y compris les médias, ONU Femmes a réussi à induire des changements de mentalité significatifs.

En matière de stratégies pour atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD 2030), ONU Femmes se concentre sur plusieurs thématiques. Celles-ci incluent la représentation des femmes dans les instances de prise de décision, l'entrepreneuriat féminin avec des appuis financiers, et la promotion de la masculinité positive. Pour mettre en œuvre ces stratégies, l'organisme collabore étroitement avec la société civile et les décideurs politiques. Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, elle a mis en avant le partenariat entre ONU Femmes et l'UNFPA à travers le programme Mousko. Un programme qui a visé la promotion de l'accès des femmes aux méthodes contraceptives et à l'interruption sécurisée de la grossesse lorsque la loi le permet. « *Nous travaillons à plusieurs niveaux : établir un cadre normatif favorable, renforcer la qualité des services hospitaliers et sensibiliser les communautés pour changer les mentalités* » a-t-elle indiqué.

Focus sur l'autonomisation financière

L'autonomisation financière des femmes est une priorité pour ONU Femmes, qui investit dans l'entrepreneuriat féminin et facilite l'accès aux ressources financières. *« Les femmes ont moins d'opportunités que les hommes d'accéder à des institutions financières. C'est ainsi que dans les pays en développement, les disparités entre les hommes et les femmes sont de 6%, et à l'échelle mondiale, elles sont à 4% »*, a précisé Mme Mvondo.

Après l'intervention de Mme Mvondo, les participants ont pu poser des questions et recevoir des réponses détaillées. Pour conclure, la conseillère régionale a encouragé les médias à maintenir la pression sur les décideurs politiques afin de garantir la mise en œuvre et le suivi des lois et règlements en faveur de l'autonomisation de la femme.

Megan Valère SOSSOU